

problème, à savoir la pauvreté et l'incapacité des politiques du développement à élever le niveau de vie dans un grand nombre de pays pauvres (on a noté à ce propos que certains membres du G-90 ont cessé de se définir comme des pays « en développement », préférant se qualifier de « pas très riches »).

Le G-20 ne s'est constitué que dans les semaines qui ont précédé Cancún, non tant sur la base d'une communauté d'intérêts qu'autour de l'opposition au document de travail sur l'agriculture soumis par les États-Unis et l'Union européenne aux membres de l'OMC en août 2003¹². Il est révélateur à cet égard que la proposition sur l'agriculture avancée au dernier moment par le bloc transatlantique à Cancún ait été émuissée par le G-20.

Le G-20 ne se considère pas lui-même comme une alliance de pays récalcitrants au commerce, mais situe plutôt le problème du côté de l'ordre de succession ou de l'enchaînement des questions, son objectif étant de débloquent les négociations sur l'agriculture comme condition principale au progrès sur d'autres questions.

Pour autant que le G-20 s'est formé uniquement autour de l'agriculture et constitue une coalition orientée négativement contre un compromis désavantageux et reposant donc sur une seule question, une alliance essentiellement tactique en somme, il se déferait, a-t-on soutenu, si un compromis favorable à ses intérêts était proposé. De ce point de vue, l'issue de Cancún pourrait s'expliquer tout autant par les erreurs tactiques commises par les États-Unis dans les négociations : les négociateurs américains, a-t-on avancé, espéraient qu'on les ferait reculer, mais les autres ont mis trop de temps à intervenir, si bien que le dialogue a été rompu avant d'être pleinement engagé, laissant

¹² À Cancún, c'est le Brésil qui a coordonné le G-20 et parlé en son nom. La Chine a adopté une attitude discrète, se montrant moins encline que les autres à la rhétorique idéologique et mettant l'accent sur ses intérêts commerciaux par rapport à l'ensemble des points du programme fondamental. L'Afrique du Sud a elle aussi des intérêts offensifs manifestes dans les négociations sur l'agriculture; elle s'est en particulier vivement attaquée aux effets dévastateurs des subventions à l'exportation de l'UE et du soutien interne américain sur les producteurs des pays en développement. L'Inde, pour sa part, semblait utiliser le G-20 surtout pour résister à la libéralisation de l'accès aux marchés.